

Changement climatique : 23 ans de négociations en cinq COP

Sud-Ouest 4 décembre 2018 par Cathy Lafon.

<https://www.sudouest.fr/2018/12/04/changement-climatique-23-ans-de-negociations-en-cinq-cop-5621723-706.php>

Depuis 1995, les Conférences internationales sur le climat se succèdent pour tenter de lutter contre le réchauffement climatique. De Berlin à Paris, cinq d'entre elles ont fait date.

La [24e conférence internationale de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques \(COP 24\)](#) s'est ouverte ce dimanche 2 décembre à Katowice. Les représentants de **196 pays réunis en Pologne** ont jusqu'au 14 décembre pour définir des ambitions planétaires à la hauteur de l'urgence climatique, afin de **mettre en application l'Accord de Paris** et limiter le réchauffement de la planète au-dessous de 2 °C par rapport à l'ère préindustrielle.

Le tout dans un contexte ultra-tendu, tant sur le plan géopolitique que scientifique : la tendance globale actuelle du réchauffement climatique est à **la hausse de 3 °C à 5 °C** et 2018 devrait rester comme l'une des quatre années les plus chaudes à la surface du globe, avec près de 1°C de hausse de thermomètre, alors que **l'ambition des nations**, elle, semble en berne. Dernière étape en date d'un processus entamé il y a plus de 40 ans, avec le sommet de la Terre de Stockholm en 1972, **le sommet de Katowice** s'annonce donc comme **la plus importante réunion internationale sur le climat** depuis la COP 21 à Paris, en décembre 2015.

À l'origine des COP, le sommet de la Terre de Rio

>>> [Sur notre site : 50 ans de lutte contre le réchauffement climatique, l'urgence est là mais l'espoir aussi](#)

- [Climat : la tentation du bricolage pour éviter le pire](#)
- [Tribune libre : " La forêt peut améliorer notre bilan carbone "](#)

[Troisième sommet de la Terre](#) organisé par l'ONU pour définir les moyens de stimuler le **développement durable** au niveau mondial, après Stockholm (1972) et Nairobi (1982), [la conférence de Rio des Nations unies](#) sur l'environnement et le développement se tient au Brésil, du 5 au 30 juin 1992. Plus connue sous le nom de **sommet de la Terre de Rio de Janeiro**, elle réunit 110 chefs d'États et de gouvernements et 178 pays, et plus de 2000 représentants d'ONG.

Résultat : **un texte fondateur** détaillant 27 grands principes reconnaît la **responsabilité humaine dans les changements climatiques** et détaille **les droits et devoirs de chaque pays en matière d'environnement**. Malgré l'absence de contrainte de ce texte, cette Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques implique aussi la nécessité de rencontres annuelles entre les pays signataires : les [Conférences des parties \(en anglais, Conferences of parties\)](#), ou encore Conférence des États signataires. C'est le début des fameuses COP sur les changements climatiques.

1995 : la COP 1, à Berlin

[La première COP de l'histoire de la planète](#) a lieu du 28 mars au 7 avril 2005, à Berlin, en Allemagne, trois ans après le sommet de Rio et 16 ans après la chute du mur de Berlin. **Angela Merkel**, la future chancelière, alors ministre de l'environnement, est chargée d'organiser la COP 1, véritable événement diplomatique pour l'Allemagne à l'époque, le pays recevant pour la première fois une conférence plénière des Nations unies.

"Les changements climatiques représentent un danger pour l'humanité"

Théâtre d'une **confrontation entre pays industrialisés, responsables du réchauffement, et pays pauvres**, qui souhaitent mener à bien leur développement économique sans renoncer aux énergies fossiles, la première conférence mondiale sur les changements climatiques n'aboutit pas à des mesures concrètes mais prépare le terrain aux véritables décisions qui seront prises deux ans plus tard au Japon avec le protocole de Kyoto (1997).

Les signataires s'accordent toutefois sur la **nécessité d'objectifs chiffrés**, par pays et par régions, sur la **limitation des émissions de gaz à effet de serre**. L'année suivante, à Genève, une déclaration stipulant que « les changements climatiques représentent un danger pour l'humanité », est adoptée.

1997 : naissance du Protocole de Kyoto à la COP 3

Le protocole de Kyoto de 1997 fixe des objectifs contraignants de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Une première.

Crédit photo : PHilippe Huguen / AFP

La COP 3 qui se déroule à Kyoto, au Japon, en décembre 1997, est entrée dans l'histoire. Après 11 jours de négociations, [37 pays signent un protocole](#) fixant **des objectifs contraignants de réduction des émissions de gaz à effet de serre**. Le document prévoit une **baisse de 5,2% des émissions** par rapport à leur niveau de 1990, à l'horizon 2012.

Prévu pour entrer en vigueur en 2005, il doit être ratifié par au moins 55 pays pour être applicable. Ils seront 182 à la date prévue. Jusqu'en 2005, les COP intermédiaires vont travailler à fixer les modalités de mise en œuvre du "Protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques".

2005 : la COP 11, la première conférence climat post-Protocole de Kyoto

"Etendre la durée de vie du protocole après son échéance en 2012"

Avec 188 pays représentés du 28 novembre au 9 décembre 2005 au Canada, [la COP 11 de Montréal](#) est la première de l'histoire à être organisée après la ratification, le 16 février 2005, du Protocole de Kyoto. Cette conférence sur le climat est aussi **l'une des plus importantes jamais organisées**.

En s'achevant par la signature d'un plan d'action pour "étendre la durée de vie du protocole après son échéance en 2012", elle accouchera pourtant d'une souris.

2009 : le fiasco de la COP 15 à Copenhague

En décembre 2009, [la COP 15 qui doit se tenir du 7 au 18 décembre à Copenhague, au Danemark](#), est particulièrement attendue. Alors que les effets du **réchauffement climatique** se font de plus en plus visibles aux quatre coins de la planète, ONG et société civile se mobilisent pour faire pression sur les représentants des États. En vain. Seul **un accord a minima**, qui en outre n'est pas signé par tous les pays, est conclu à l'issue de la 15e Conférence sur les changements climatiques.

"Un échec lamentable"

Copenhague restera "un échec lamentable" pour les écologistes. Si les participants s'engagent collectivement sur la recherche de **nouvelles énergies**, renouvelables et propres, comme alternatives aux énergies fossiles, **aucune mesure contraignante** n'accompagne le texte pour fixer des objectifs de réductions des émissions de gaz à effet de serre. La négociation de Copenhague met en lumière le rôle incontournable des deux plus gros pollueurs de la planète, les **États-Unis et la Chine**, qui refusent de se soumettre à tout objectif contraignant, au nom de leur souveraineté. **La création d'un**

Fond pour le climat est néanmoins approuvée, notamment pour lutter contre la déforestation et financer des mesures pour faire face aux conséquences du réchauffement climatique, en accompagnant les pays les plus pauvres de la planète. Sans pour autant qu'une solution pérenne soit trouvée pour l'abonder.

2015 : la COP 21 et l'accord "historique" de Paris

>>> Sur notre site: [Climat et COP21 : après l'accord historique de Paris, tout reste à faire](#)

Pour l'avenir de la planète, l'enjeu de [la COP 21](#) organisé par la France à Paris en 2015 est énorme. Il s'agit de trouver un accord contraignant pour succéder au protocole de Kyoto, prolongé de 2012 à 2020. Après **deux semaines d'intenses négociations**, cinq ans après l'échec retentissant du sommet de Copenhague et vingt et un ans après le protocole de Kyoto pour le climat, au bilan plutôt mitigé, 195 pays réunis au Bourget en assemblée plénière par l'ONU adoptent, le samedi 12 décembre, [le premier accord universel pour lutter contre le réchauffement climatique](#).

Objectifs: +1,5°C, voire +2°C au plus

Qualifié "d'historique", le texte porte sur la période qui débute en 2020 et place la planète sur **les objectifs de +1,5°C, voire +2°C au plus, et de zéro carbone en 2100**. Autre question cruciale au cœur de la COP 21, "**la justice climatique**", avec la différenciation des efforts demandés aux pays, en fonction de leur responsabilité historique dans les différentes sources de pollutions à l'origine du réchauffement climatique depuis les débuts de l'ère industrielle. Mais aussi en tenant compte des émissions de gaz à effet de serre des pays en développement dont certains, comme **la Chine ou l'Inde**, occupent désormais des places de premier rang parmi les plus gros pollueurs de la planète.

Enfin, le document fixe également un plancher de **100 milliards de dollars par an jusqu'en 2020**, pour financer le fameux [Fonds vert](#), créé en 2009 à Copenhague, afin d'aider les pays en voie de développement à lutter par la transition énergétique contre le changement climatique, tout en s'adaptant à ses conséquences.